

Charte des Droits des étudiants européens

Droits étudiants et moyens financiers pour assurer une formation de qualité pour tous

La question du financement des études demeure le premier obstacle au succès des études. L'Etat doit garantir à tous les étudiants les moyens de la réussite pour qu'ils obtiennent une formation et un diplôme de qualité. L'Etat doit mettre en place un ensemble de mesures afin d'éradiquer la précarité dans laquelle les étudiants vivent actuellement. Nous voulons construire un enseignement supérieur européen fondé sur l'égalité des chances et l'accès de tous à une formation de qualité et à la réussite. Nous voulons établir un lien entre le monde du travail et nos formations constituant une vraie porte d'entrée à l'emploi stable et qualifié, afin que les étudiants aient leur mot à dire sur leur futur environnement de travail. Alors que nous rejetons avec force la polarisation de l'éducation sur les critères d'embauche et les besoins du marché du travail, nous reconnaissons le droit des étudiants à un travail qualifié.

PROPOSITIONS

- Accès de tous à l'université dans des conditions justes et égales, c'est à dire sans discrimination aucune quant au statut social ou économique.
- La gratuité des études garantie à travers l'Europe (pas de frais d'inscription ou de scolarité, gratuité des manuels et autres livres)
- Les Etats doivent garantir l'accès à un logement décent pour tous les étudiants.
- Mise en place d'un soutien financier général assorti d'une allocation d'étude différenciée et personnalisée prenant en compte la situation de chaque étudiant, le tout accompagné d'un dispositif de droits (gratuité des transports, couverture santé, accès à la culture, au sport, ...)
- Création de Maisons de l'emploi et des stages sur chaque campus pour décider avec les étudiants du type d'emplois et des stages qu'il convient de créer

Pour une démocratie participative et une citoyenneté active à l'université

L'université doit devenir un véritable lieu de vie et de citoyenneté. Elle se doit de contribuer à l'émancipation des individus, au développement de leur capacité critique, en confrontant les savoirs enseignés avec le monde qui nous entoure. L'université doit être un espace ouvert pour le débat démocratique sur toutes les questions de société dans les établissements d'enseignement supérieur ce qui serait une richesse pour la société toute entière. Les universités doivent aussi considérer et encourager le rôle déterminant que jouent les étudiants et leurs organisations dans leurs lieux de formation pour la vitalité de la démocratie.

PROPOSITIONS

- La reconnaissance totale de toutes les structures et organisations étudiantes à l'échelle régionale, nationale et européenne
- Financement de l'Etat et liberté d'expression sur tous les sujets pour promouvoir la démocratie participative à l'université
- Encourager tout projet citoyen étudiant en le finançant
- La création d'un fonds européen pour promouvoir la démocratie participative et l'échange entre étudiants

ORGANISATIONS SIGNATAIRES : Vanu (Filande), SFU (Danemark), JEV (Catalogne), JD-JL et Solid (Allemagne), Synaspismos (Grèce), UEC (France), (Estonie), PSDT (Letonie), ...

Pour une Europe de la coopération

L'Europe nous offre un outil supplémentaire pour l'échange des savoirs. Une harmonisation des diplômes au niveau européen est nécessaire à condition qu'elle garantisse l'égalité des diplômés. La naissance d'Erasmus a été un premier pas en avant en terme d'échanges entre les universités européennes. Chaque étudiant doit avoir l'opportunité d'étudier à l'étranger s'il le désire. Les échanges avec les pays hors zone européenne, notamment les pays en voie de développement doivent être facilités et promus. Un service public de l'éducation européen devrait promouvoir une plus grande coopération dans la recherche publique afin que celle-ci reprenne une place centrale dans la construction de l'avenir de nos sociétés. La recherche devrait répondre aux besoins de la société et non du marché.

PROPOSITIONS

- Le droit à la mobilité pour chaque étudiant en Europe (incluant le soutien financier nécessaire)
- Le retrait de la réforme LMD (3-5-8) introduite par les processus de Bologne et de Berlin ainsi que la mise en place d'une grille d'équivalence pour la reconnaissance européenne de tous les diplômes, une grille qui respecte les différents systèmes académiques nationaux.
- Développement d'un programme européen de coopération et d'échange avec les universités des pays en voie de développement.



Cette Charte a été écrite par diverses organisations d'étudiants européens. Elle t'appartient et est au service de tous ceux qui veulent agir. Pour lui donner plus de poids :

- Je soutiens la liste conduite par Francis Wurtz aux élections européennes
- Je rejoins l'Union des Etudiants Communistes
- Je soutiens financièrement l'UEC
- Je souhaite être informé des initiatives autour de cette Charte

Nom/Prénom.....

Adresse

FacTél.....Mail.....

A renvoyer à : U.E.C., 2, Place du Colonel Fabien 75019 Paris - Tél : 01.40.40.12.45
www.jeunes-communistes.org - e-mail : uec@jeunes-communistes.org



ETUDIANTS
COMMUNISTES



L'EUROPE

OUI

MAIS

PAS CELLE-LÀ

ET PAS COMME ÇA



Le gachis

L'Europe pourrait être un formidable outil pour assurer le partage et le développement des connaissances. Au lieu de cela, les libéraux qui la dirigent en font l'outil de toutes les dominations, au service des marchés financiers, au détriment d'un développement durable et partagé de l'humanité.

L'université est leur laboratoire : ils testent sur elle les principes de concurrence, de marchandisation des savoirs et de l'éducation. Même les plus libéraux d'entre eux avouent que l'avenir est à un rôle prédominant de la formation initiale et tout au long de la vie. Mais ils précarisent les étudiants, ils « licencient » les formations pas « rentables » à leurs yeux, ils coupent les vivres à la recherche !

Comme les chercheurs, nous rêvons simplement d'être des étudiants citoyens pouvant jouer un rôle positif dans le développement de l'ensemble de la société. C'est ce rêve-là que les libéraux veulent sacrifier, sur l'autel de la rentabilité. Nous l'affirmons : la société a besoin de rendre ce rêve possible.

Combien sommes-nous à vouloir faire une partie de nos études à l'étranger et à ne pas pouvoir le faire, faute de bourses de mobilité ? Combien sommes-nous à renoncer à la recherche, faute de perspectives d'avenir ? Combien à stopper nos études avant l'obtention d'un diplôme, faute de moyens financiers ?

Oui, nous croyons que l'Europe est une chance mais nous voyons surtout que c'est l'Europe libérale de Giscard, Chirac, Blair et Schröder qui est un frein à la démocratisation et au développement d'une Europe de paix, de coopération, de partage et de co-développement.

Le 13 juin, avec Francis Wurtz et Marie-George Buffet, nous avons l'occasion de dire OUI à l'Europe mais pas cette Europe-là et pas comme ça !

Des formations utiles au progrès, pas à la rentabilité

Si le mouvement étudiant de la rentrée 2003 a réussi à faire reculer le gouvernement sur l'autonomie des universités, la réforme dite LMD (Licence-Master-Doctorat) a toujours cours et se concrétise déjà sur certaines facs.

Des mesures qualifiées de pragmatiques par le gouvernement mais qui touchent en réalité à la finalité des études et aux missions de l'université. A Paris I, le Deug de Communication et Médiation Culturelle a déjà été transformé en DUT, c'est-à-dire en un diplôme technologique ; il deviendra bientôt une Licence Professionnelle d'Art Technique et de Communication conformément à la réforme LMD. Spécialisation et professionnalisation des diplômes, la voie est toute tracée pour une redéfinition des savoirs enseignés à l'université.

Ainsi tout est fait pour qu'elles abandonnent les cursus peu "rentables", comme les filières de philosophies, d'arts, d'histoire, de littérature, etc. Des départements entiers sont en voie de disparition.

Le retour en force de la sélection

Parallèlement on assiste à un retour de la sélection des étudiants, notamment à l'entrée des masters. Et l'allongement de la durée des études par la réforme LMD ne s'accompagne pas d'une extension des aides aux étudiants. Cela va entraîner une démotivation de nombreux étudiants ainsi que la généralisation du travail salarié des étudiants. C'est un coup d'arrêt à la démocratisation de l'enseignement supérieur qui est en marche.

Le discours des libéraux sur ces réformes se limite à "l'harmonisation des diplômes et à la mobilité des étudiants européens qui sera encouragée par ces réformes", en mettant des accréditations par points à chaque diplôme. Mais où est l'harmonisation, quand le LMD ne correspond

à aucun équivalent européen ? Où est la mobilité étudiante, quand aucun moyen suffisant n'y est alloué ?

C'est grâce au partage des savoirs entre les différentes formations et les centres de recherche européens mais aussi grâce à la coopération avec des pays du Sud que la société peut préparer son futur et une Europe meilleure, fraternelle et solidaire.

Le désengagement financier de l'Etat a pour objectif de mettre l'enseigne-

ment supérieur sous la coupe des entreprises. Au contraire nous pensons que c'est le devoir de la société toute entière de former ses citoyens. Pour cela, il faut qu'elle y mette les moyens, qu'elle en soit garante. Ceci passe par le réengagement financier de l'Etat dans les universités et dans l'aide aux étudiants, la mise en à contribution des profits des entreprises privées. Mais aussi et surtout par un contrôle accru des étudiants et des citoyens sur les programmes de recherche et de formation.



En Europe, on veut pouvoir bouger !

A l'heure où les technologies de l'information permettent l'internationalisation des savoirs, où l'Europe devient une réalité de plus en plus palpable dans nombre de domaines, où des questions sont débattues à l'échelle européenne, très peu de jeunes ont l'occasion de profiter des avantages de cette Europe. Comment faire quand les bourses européennes sont d'un niveau ridicule (de 100 à 200€ par mois) ? Pourtant cette expérience est un véritable atout dans la construction personnelle et dans l'insertion future dans l'emploi.

Nous proposons la construction d'un espace qui ait pour mission d'assurer des passerelles entre les étudiants, les chercheurs, les universités européennes. Cet espace, par les missions de service public qu'il assumerait, donnerait à tous les moyens de la mobilité européenne, dans le respect de la diversité de chaque pays. Il faut élargir et augmenter l'allocation de mobilité et permettre à ceux qui étudient à l'étranger l'accès au logement, à la santé, à la culture et aux transports.



Manu Blasco, étudiant à Saint-Denis (93), candidat sur la liste d'île-de-France conduite par Francis Wurtz

Etudier c'est en même temps une galère et une chance. Une galère parce que pour un étudiant, tout est compliqué : les loyers sont trop chers, les transports aussi.

Et puis, on a aucun véritable statut. Mais une fac comme la mienne, en plein milieu des quartiers, c'est une chance de plus pour les jeunes de s'insérer dans une société qui les ghettoïse trop souvent.

La politique libérale en matière d'enseignement supérieur s'attaque aujourd'hui à cette chance. En autonomisant les universités elle leur permet de fixer elles-mêmes les droits d'inscriptions mais les oblige aussi à restreindre le nombre de leurs diplômés pour s'adapter à leur environnement économique immédiat. Autant dire que nous risquons d'être nombreux à nous voir fermer les portes de nombreuses disciplines, telles celles de Sciences Humaines, voire même celles de l'université.



Nadhia Kacel, étudiante à Bordeaux (33) candidate sur la liste du Sud-Ouest conduite par Cathy Polo

Quelle est la place de l'Europe dans la mondialisation ? Ils sont nombreux à vouloir en faire une zone de concurrence face aux USA. Pour ma part, je souhaite que l'Europe s'inscrive dans des relations de coopération, de co-développement de la formation et de la recherche dans tous les pays.

On sait qu'un niveau élevé de formation permet à un pays d'accéder à une croissance économique, sociale et politique importante. Les coopérations permettraient des avancées considérables dans la recherche contre le sida, contre le cancer, ... Nous pourrions enfin partager nos connaissances pour réduire les maladies qui sévissent encore dans le monde. A l'opposé de l'Europe de la concurrence, cette autre Europe pourrait établir les prémices d'un monde de paix.



Les gouvernements européens doivent faire un choix : soit c'est l'Europe de la concurrence et de l'exclusion, soit c'est une Europe solidaire et d'efficacité sociale qu'ils veulent construire. Avec l'harmonisation européenne des diplômes mise en place, le gouvernement Raffarin a clairement fait le premier choix. En faisant cela, il va totalement à l'encontre des besoins nouveaux de partage des savoirs, de démocratisation de la réussite. Notre liste se bat pour que partout en Europe les étudiant(e)s aient droit à une éducation gratuite, de qualité et ouverte sur le monde.

Francis Wurtz, Tête de liste pour les élections européennes en Ile-de-France

NON à la constitution

Un des principaux enjeux de ces élections européennes est la question de la constitution. Proposée par Giscard, elle est le véritable fruit du libéralisme le plus radical. Elle est un danger certain pour les peuples de part son côté fondamentalement anti-démocratique et anti-social.

En effet, la constitution que les libéraux européens voudraient adopter ne garantit pas la souveraineté des peuples. Ce serait les grands qui auraient encore plus de pouvoir et sans que l'on puisse rien y faire.

En gravant dans le marbre le libéralisme comme doctrine, elle signe la fin de toute conquête sociale à venir et met en péril tous les acquis sociaux existants, qui garantissent un minimum de solidarité et réduisent les inégalités. C'est donc une attaque à laquelle nous devons riposter. D'abord en demandant qu'elle soit adoptée par référendum dans tous les pays membres. Réclamer une Europe sociale, c'est refuser cette constitution qui installe la marchandisation de l'Europe. Les forces politiques qui voudraient concilier les deux sont malhonnêtes !